

COSTAS LAPAVITSAS LA TRANSITION VERS LA MONNAIE NATIONALE

Unité populaire/ source blog de Costas Lapavitsas Traduction Joelle Fontaine

Résumé

La nécessité de la monnaie nationale

La Grèce a besoin d'un programme de changement social, de récupération de la souveraineté nationale, de progrès économique et de développement accompagné de justice sociale. Ce programme ne peut en aucun cas être réalisé dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire (UEM) de la zone euro. C'est pourquoi la Grèce doit se préparer à introduire sa monnaie nationale.

Sortir de cette zone implique un affrontement avec de puissants intérêts, qu'ils soient internes à la Grèce ou étrangers. Le facteur principal pour une transition réussie vers la monnaie nationale est la détermination du gouvernement qui tirera sa force du soutien et de la participation du peuple.

Les côtés positifs d'une sortie de la zone euro

- récupération de la souveraineté monétaire, donc possibilité d'alimenter l'économie en liquidités de façon autonome
- réalisation du plan de redressement du pays s'appuyant sur des investissements publics, mais favorisant aussi les investissements privés
- reconquête du marché intérieur grâce à la baisse des importations et stimulation des exportations
- une politique de finances publiques libérée du cadre asphyxiant de l'UEM, ouvrant la voie à la fin de l'austérité et à la redistribution de la richesse et du revenu national
- possibilité de développement accéléré après les premiers mois d'adaptation
- possibilité de maintien dans l'Union européenne, si le peuple le souhaite. La Grèce ne s'isolera pas mais suivra une voie différente de celle des pays qui forment le noyau de l'UE.

Pour une transition réussie vers la monnaie nationale

Une telle transition nécessite avant tout une volonté politique, une participation populaire active, mais aussi une préparation technique permettant de faire face aux difficultés. L'expérience historique tirée d'événements monétaires comparables montre que le redressement est visible au bout de quelques mois.

Ce redressement s'appuie d'abord sur la reconquête du marché intérieur, avec le renforcement des petites et moyennes entreprises et la stimulation des exportations. Dans un premier temps seront effacées les cicatrices des politiques des mémorandums, ce qui

conduira à un développement rapide, à la diminution du chômage et à l'augmentation des revenus. Cela constituera la base du redressement à moyen terme du pays, dans la cadre d'un programme plus large de développement économique et national.

La Grèce a besoin d'un grand programme d'investissements publics qui favorisera parallèlement les initiatives privées. Les banques privées en faillite seront nationalisées, avec de nouvelles méthodes de gestion et une orientation vers les investissements productifs. Ainsi se créera progressivement une nouvelle relation entre domaine public et domaine privé.

Principales étapes de la transition

1/ Le gouvernement annoncera le retrait du pays de la zone euro, sans sortir de l'Union européenne.

2/Il annoncera en même temps la suspension des remboursements de la dette publique avec pour objectif l'effacement de la plus grande partie de celle-ci.

3/ Les pouvoirs publics prendront immédiatement le contrôle de la Banque de Grèce et procéderont au remplacement de ses dirigeants.

4/Les contrôles qui existent déjà sur les transactions bancaires et sur les flux de capitaux vers l'étranger seront rationalisés et normalisés.

5/Les banques systémiques seront nationalisées, placées sous contrôle public et leur bilan sera assaini. Un mécanisme sera mis en place pour l'annulation des dettes des particuliers et des entreprises, sur la base de critères sociaux.

6/ La totalité des obligations bancaires et des ressources relevant du droit grec seront convertis en monnaie nationale sur une base d'équivalence de 1 pour 1. Les salaires seront aussi convertis sur cette base.

7/La nouvelle monnaie sera dépréciée sur les marchés internationaux. Deux facteurs limiteront cette dépréciation. D'abord notre balance des paiements courants est équilibrée parce que la Grèce a un excédent en matière de services qui compense son déficit pour le commerce de marchandises. De plus il existe déjà un contrôle en matière de flux de capitaux qui limite la spéculation sur les changes.

8/ La dépréciation de la nouvelle monnaie contribuera au redressement de l'économie grecque en stimulant la production nationale et les exportations. D'après les estimations les plus sérieuses, les effets sur l'inflation oscilleront autour de 10% la première année et baisseront ensuite.

9/ Le gouvernement prendra des mesures immédiates pour la protection du revenu populaire, comme la baisse de la taxation sur les combustibles et la hausse progressive du salaire minimum. Des mesures seront prises également pour soutenir les petites et

moyennes entreprises, incluant allègements fiscaux et crédits, pour diminuer les pressions sur les coûts.

10/ Les premiers mois l'approvisionnement du marché pour certains biens de base – médicaments, alimentation, combustibles – nécessitera des actions concertées de l'Etat. La Grèce a déjà des ressources intérieures importantes en matière de médicaments et d'alimentation. Il en est de même pour l'énergie électrique, mais il faudra des accords avec d'autres pays pour augmenter les disponibilités en combustibles.

La Grèce a la possibilité de payer ses importations en médicaments, produits alimentaires et combustibles puisque sa balance des paiements est en équilibre. Il faudra une intervention de l'Etat pour hiérarchiser les importations de façon à couvrir sans problèmes les besoins les plus urgents en matière de médicaments. Il n'est pas question de carte de rationnement comme le prétendent ceux qui prédisent la catastrophe.

11/ La sortie de la zone euro agira comme un catalyseur sur le modèle économique actuel en crise, en favorisant le remplacement des importations par la production nationale et l'amélioration des exportations. Il sera également mis fin à l'insupportable pression qu'exerce sur des salaires déjà dramatiquement diminués la concurrence à l'intérieur de l'eurozone.

12/ La politique monétaire et de finances publiques aura de nouveau pour but la diminution du chômage, le redressement de l'économie et la restauration de l'Etat social. Il n'y a pas de problème d'inflation dû à l'émission d'argent, comme l'ont montré les expériences récentes des Etats-Unis, du Japon, et de la Grande-Bretagne.

Réforme sociale et redistribution

La sortie de l'Eurozone est la condition pour la reconstruction du pays et le progrès social. Au début cela entraînera des difficultés de gestion, mais cela ouvrira des perspectives positives pour l'économie et les conditions de vie de la majorité de la population.

Cette sortie diminuera le pouvoir d'achat des dépôts bancaires en ce qui concerne les produits importés, mais il diminuera aussi la valeur des emprunts auprès des banques. La relance de la production protégera les salariés en entraînant la diminution du chômage et conduira progressivement à l'augmentation des revenus. La reconquête du marché intérieur bénéficiera aux petites et moyennes entreprises.

Les gagnants à moyen terme de la sortie de la zone euro et de la réalisation du programme de redressement sont les jeunes, les retraités, les professions libérales et les entrepreneurs productifs, les agriculteurs, les travailleurs et les classes moyennes du pays. Les perdants sont les banques et les grands réseaux d'intérêt qui gouvernent le pays depuis des décennies.